

Appel à communications / *Call for Papers*

L'exemplarité comme engagement politique

Quête de cohérence, pratiques anticipatrices et construction du collectif dans les mouvements sociaux contemporains

Journée d'étude internationale, Strasbourg
Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme d'Alsace (MISHA)
5 allée du Général Rouvillois

11 juin 2018

Organisée par Gildas Renou (politiste, UMR SAGE), Marie Balas (sociologue, UMR Dynamie), SAGE) et Sylvie Ollitrault (politiste, UMR ARENES).



Manifestation scientifique soutenue par :

Le projet ANR Symbios – « Les mouvements sociaux de transition écologique ». Projet coordonné par G. Renou (Université de Strasbourg) et L. Centemeri (Cnrs), financé par le Programme ANR « Transition écologique, transformation sociétale, risques et opportunités (DS0103) 2014, référence projet : ANR-14-CE03-0005.

Le laboratoire SAGE (Umr CNRS n°7363, Université de Strasbourg)

Le laboratoire ARENES (Umr CNRS n° 6051, Rennes).

Comité scientifique : Marie Balas (Université de Strasbourg, Dynamie), Isabelle Hajek (Université de Strasbourg, UMR SAGE), Philippe Hamman (Université de Strasbourg, UMR SAGE), Jean-Philippe Heurtin (Université de Strasbourg, UMR SAGE), Sylvie Ollitrault (CNRS, UMR Arènes, Rennes), Gildas Renou (Université de Strasbourg, UMR SAGE), Mathilde Szuba (IEP de Lille, CERAPS), Luc Semal (Muséum National d'Histoire Naturel, Paris, CESCO), Johanna Siméant (ENS, Centre Maurice Halbwachs, Paris).

Date limite pour l'envoi des propositions de communication (environ 8000 caractères)
le 7 avril 2018.

Courriel: Exemplarite2018@gmail.com

Argument

Dans la sociologie des religions de Max Weber, le « *prophétisme exemplaire* » renvoie au « *modèle* » d'une forme de vie exigeante pouvant conduire au salut (Weber 1996, Turina 2006) Transposé à l'activisme contemporain, le concept d'exemplarité est heuristique pour l'analyse des mouvements sociaux et politiques qui, en faisant reposer le « salut social » sur l'adoption d'un ensemble de pratiques quotidiennes, proposent un modèle d'engagement structurant l'existence personnelle. À côté de la vie professionnelle et de la sphère religieuse, le militantisme peut en effet être envisagé comme un espace possible de « *réalisation de soi* », de réalisation de ce que Weber nommait les « *biens de salut* » (Siméant 2009), qui ne renvoient pas nécessairement à un horizon de type religieux (Colliot-Thélène 1995, Heurtin 2014). La logique de l'exemplarité implique une exigence d'appropriation personnelle de la cause embrassée, dès lors irréductible au rôle militant. Elle engage, et c'est central, une forte dynamique de pari (par définition incertain) gageant un effet d'entraînement de sa propre action sur celle d'autrui. Cet effet est susceptible de rendre possible un avenir souhaité, ou d'empêcher un futur redouté d'advenir.

Ainsi envisagée, l'exemplarité nous paraît faire partie de ces voies alternatives de politisation, discrètes au point d'apparaître comme « infra-politiques », qui sont explorées activement aujourd'hui dans l'espace des mouvements sociaux pour construire des mobilisations. On y repère en effet des modes de sensibilisation, de fidélisation et d'enrôlement qui, touchant au « personnel », au « privé » voire au « sensible » (Demeunelaere 2013, Centemeri 2018), échappent aux formats traditionnels sur lesquels étaient fondés le militantisme de masse ou, du moins, les principes abstraits qui étaient censés le réguler. On pense en particulier à la représentation par délégation (Bourdieu 1981, 1984 ; Pudal 1989 ; Ethuin 2004) et au cadre « civique/étatique » (Thévenot 2014; Colin-Lebedev 2017).

Parmi les mouvements sociaux travaillés par la dynamique de l'exemplarité personnelle, la Journée d'étude invite à prêter une attention privilégiée aux mouvements dont l'engagement est motivé par l'anticipation et la préparation d'un avenir alternatif à l'horizon socialement dominant. Cet engagement réunit au moins trois caractéristiques : il s'opère au moins autant *en pratique(s)* qu'en discours ou en conviction ; il doit être sans cesse réactivé *au présent*, jour après jour ; il s'inscrit dans des processus *collectifs*, même si ces derniers ne ressortissent que rarement des formes institutionnelles classiques d'organisation des groupes.

Exemplarité et activisme anticipateur

La dynamique de politisation par « anticipation et préparation » de l'avenir est entendue ici sur un mode extensif. Elle renvoie d'abord aux mobilisations animées par l'ambition de transformer la société en prenant en compte l'enjeu de la « soutenabilité écologique » et de la « durabilité » (Vivien 2007, Pestre 2011, Felli 2016). Depuis le début du XXI^{ème} siècle, marqué par la mise en évidence d'une crise climatique et environnementale structurelle sur le plan planétaire (Steffen, Crutzen & McNeill 2007, Bonneuil & Fressoz 2013), de nombreux mouvements d'ordre et d'amplitude variés se sont constitués. Ils visent à préparer, selon des modalités fort différentes, l'émergence d'autres modèles d'organisation socio-économique qui seraient moins destructeurs des conditions de la vie humaine dans la biosphère, que ceux qui ont été développés dans le cadre du métabolisme social en vigueur depuis l'ère industrielle et surtout depuis la « grande accélération » de l'après Seconde Guerre mondiale (Martinez-Alier & alii 2014, Bourg & Arnsperger 2017). On pense ici aux mouvements contemporains de transition écologique et climatique (Frère & Jacquemain 2013, Dielts & Garrets 2014), au réseau transnational des *Villes en Transition* (Hopkins 2010). On pense aussi aux alternatives pour une décroissance soutenable (Asara & alii 2015, Flipo 2017), aux mouvements anti-gaspillage (Hajek 2009), au mouvement anti-OGM (Hayes 2007, Muller 2009), aux mouvements de sobriété et de promotion du « rationnement convivial » (Szuba & Semal 2010, Semal 2015). Dans le domaine de l'alimentation, on doit citer l'émergence du *food activism* (Sinischalci 2010) et la nébuleuse créative de l'agroécologie (Deléage & 2012, Demeunelaere 2014, Foyer 2018)... Ces mouvements développent des types d'organisation et de participation militante dont les caractéristiques particulières sont encore insuffisamment étudiées. Loin de clichés romantiques liés au « retour à la terre », certains d'entre eux empruntent des instruments au monde du marché globalisé (notamment les nouvelles technologies de communications) ; ils expérimentent des modes de construction des collectifs soucieux des singularités et libertés individuelles reprenant des éléments à la culture *do-it yourself* et punk (Hein 2012), mais aussi aux traditions libertaires, non-violentes, etc. (Collectif Mauvaise Troupe, 2014), tout en affichant des ambitions de transformation systémique des modes d'existence. Ce faisant, ils tendent à se distinguer de l'aspiration à l'abondance matérielle qui caractérise la plupart des visions politiques du progrès développées au XX^{ème} siècle (Aykut 2015).

L'*activisme anticipateur* peut aussi prendre, plus largement, d'autres chemins, comme ceux de l'imagination et de la construction d'alternatives aux cadres de société dominants, sur le modèle plus classique de l'expérience utopique. Dans le cours des derniers siècles, l'élaboration d'alternatives sociopolitiques a en effet été expérimentée, sous le nom d'utopie sociale, par des générations successives de mouvements religieux chrétiens, du monachisme aux sectes protestantes (Séguy 1971), puis par les mouvements socialistes dits « utopiques » (fouriéristes, anarchistes, etc., voir Riot-Sarcey 1998, Mercklé 2006). Plus récemment, l'utopie néo-rurale (Hervieu & Hervieu-Léger 1979, 1983), l'utopie communautaire (Lacroix 1981) et autogestionnaire (Georgi 2003) ont constitué des expériences marquantes des années post-1968 (Siméant & Pagis 2017, Gobille 2017). Parmi les initiatives actuelles relevant de l'utopie anticipatrice, on peut intégrer les mouvances contemporaines d'explorations d'alternatives au capitalisme global, comme les luttes « zapatistes » du Chiapas, au Mexique (Baschet 2014), ou les opérations de « sécessions » contre la construction d'infrastructures, comme à Notre-Dame-des-Landes (Pruvost 2017). Les expérimentations politiques et spatiales menées par les « Indignés » à Madrid ou par le mouvement *Occupy* à New York (Juris 2012) ressortissent également de ce registre d'élaboration d'alternatives. Les mouvements de défense de la cause animale (Traïni 2012) et *Vegan* (Cherry 2006) partagent cette caractéristique du pari de l'anticipation d'un nouveau monde : celui où l'alimentation carnée deviendrait impensable.

Au-delà des seuls mouvements engagés explicitement ou non dans un processus de « transition » vers un autre monde, cette journée invite à s'intéresser aux pratiques contemporaines d'engagement fondées sur l'exemplarité individuelle et l'anticipation de futurs alternatifs. Souvent localisés et de faible ampleur, ils se développent selon des modalités qui semblent les placer sous la plupart des « radars » mis au point par la sociologie politique. Cette visibilité réduite s'explique aussi par le faible investissement public de ces revendications (au regard des standards historiquement constitués par le mouvement ouvrier, les mouvements démocratiques ou révolutionnaires), et par leur forte dimension morale et personnalisée (Jasper 1997, Comby 2015). Nous faisons l'hypothèse que l'étude ces transformations relève pleinement de la sociologie politique des mouvements sociaux, et non de la seule « sociologie des styles de vie » qui concernerait des pratiques *a priori* conçues comme relevant de la sphère « privée » (la consommation, le soin, l'alimentation, les pratiques de loisirs, la mobilité, etc.). En effet, on y retrouve des idées de « résistance » à un ordre dominant du monde ainsi que l'ambition d'une transformation systémique d'amplitude globale. Celle-ci peut prendre la figure du sauvetage d'un monde qui va au *collapsus*, à la catastrophe (Stengers 2009 ; Semal 2012 ; Servigne & Stevens 2014). Cette thématique de l'entrée dans un âge de catastrophes est particulièrement développée le cas de certains militantismes climatiques (Dielts et Garrelts 2016), écologiques (Ollitrault 2004, Ollitrault & Villaba 2014), ainsi que dans les Zones à défendre (Bulle 2017, Dechezelles 2017). Mais le degré de formalisation du modèle alternatif valorisé varie grandement, le long d'un spectre qui va du plus « personnalisé » et sectorisé à une seule sphère d'activité, vers le plus « communautarisé », le plus intégrateur et le plus totalisant.

A titre indicatif, nous proposons les axes thématiques suivants à la discussion commune.

1. Repolitisation, dépolitisation, a-politisation ?

Dans ces *mouvements anticipateurs*, les manières de participer à la cause commune et d'élaborer une expression, voire une contestation politique, paraissent diverger d'avec le modèle des organisations de masse. En effet, on remarque une faiblesse relative de l'usage des technologies de représentation par délégation. Cette faiblesse est probablement compensée par d'autres manières de construire et de représenter la cause et le groupe. On pourra explorer d'abord l'hypothèse de la centralité accordée de *la représentation par l'exemple donné « en personne »* dans ces mouvements. On pourra aussi repérer la place de la figuration des futurs possibles (désirables ou craints) qui s'y développent et qui structurent l'action. On pourra aussi étudier l'importance que prend (ou non) la thématique du « commun » et des « communs » dans ces mouvements qui expérimentent d'autres manières de composer des alternatives politiques en dehors du champ politique institutionnalisé (Dardot & Laval 2014, Le Roy 2012 ; Gutwirth & Stengers 2017).

Les évaluations relatives à la diffusion de ces formes de ce qu'on peut nommer un *activisme anticipatif alternatif* sont contrastées. Refusant la monopolisation institutionnalisée de l'expression politique, se donnant comme polycentriques et non-hiérarchiques, les mouvements qui valorisent, à l'image de Thoreau et de Gandhi, « l'exemplarité personnelle » et « l'objection de conscience » sont parfois envisagés comme les vecteurs d'un approfondissement bienvenu du principe démocratique, moins autoritaire et plus respectueux de chacun que sa modalité fondée sur le principe de décision à la majorité (Laugier & Ogien 2010, 2014). D'un autre côté, il est difficile de contester qu'ils participent à un processus d'« individualisation des problèmes publics » (Comby & Grossetête 2014 ; Comby 2014, 2015 ; Neveu 2015), qu'on peut voir comme synonyme de dépolitisation et de désinvestissement des pouvoirs publics de ses missions de cohésion sociale, notamment face aux forces économiques privées. La diffusion de ces caractéristiques peut même être analysée comme le symptôme d'une progressive marchandisation du politique, au sens où les sensibilités politiques qu'elles représentent (Vegan,

Bio, Commerce Equitable, etc.) peuvent être assimilées à autant de niches commerciales pour des produits de consommation qui font l'objet de stratégies *marketing*, tendant du même coup à réduire l'engagement à un ensemble de pratiques de consommation. »

Ces tendances à la moralisation et la personnalisation de l'engagement ne peuvent-elles aussi être lues comme le résultat indirect des retraits successifs de l'Etat face au marché, *via* des décisions conduisant au désinvestissement des services publics et à l'affaiblissement des solidarités organisées ? Cette journée sera donc aussi l'occasion de tester des outils pour saisir des transformations sociales qui enchevêtrent le plus intime (« le soi » et sa fragilité) et le plus structurel (le processus ininterrompu de néo-libéralisation conjointe des Etats, des économies et des individus dans nos sociétés).

2) De l'Etat à la praxis localisée : quel lieu pour le changement socio-politique ?

D'après la littérature disponible, on décèle dans la plupart de ces mouvements une défiance manifeste envers les pouvoirs publics, jugés trop perméables aux intérêts des grandes entreprises et à la perpétuation du « *business as usual* ». Vus comme solidaires d'une volonté de pérennisation d'un modèle socio-économique dominant essoufflé (au plan alimentaire, énergétique, éducatif, etc.), l'Etat et les pouvoirs publics semblent souvent perçus comme étant structurellement de moins en moins capables d'assurer la défense du bien commun : changement d'organisation socio-économique, garantie de la justice sociale entre groupes sociaux et territoires, anticipation des catastrophes climatiques à venir etc. (Re)prendre en charge les préoccupations de bien commun dans le champ des pratiques quotidiennes individuelles et de façon localisée apparaît alors comme une réponse adaptée à l'insuffisance des transformations induites par l'action publique.

Le domaine de la *praxis* semble ainsi perçu et élaboré comme un espace privilégié d'actualisation d'une conscience morale et politique, ainsi que de la mise en commun de la contestation d'un ordre dominant. Sur quelles bases s'opère cette contestation ? On observe une recherche de *rationalisation praxique*, entendue ici comme *mise en cohérence logique et pratique* entre la vie quotidienne et la cause poursuivie. Ce travail de mise en cohérence emprunte souvent un parcours que l'on peut qualifier d'« ascétique », en tant qu'il rompt avec un passé dévalué et tend vers une « forme de vie » idéalisée (Agamben 2013), voire une *paideia* collective (Barthes 2002). On y observe parfois une attention à la ritualisation des pratiques, voire l'intégration de dimensions spirituelles, souvent absentes des mouvements sociaux classiques (Houseman 2011).

L'idée grandissante de la « fin d'un monde » (industriel, croissant, protecteur, stato-national, etc.) et la symétrique diffusion du mot d'ordre de la transition des modes de vie (transition écologique, mais aussi énergétique, alimentaire, etc.) paraît constituer un contexte favorable à ce type d'activisme pour lequel chaque acte quotidien, routinier, s'évalue à l'aune de principes supérieurs, organisateurs d'une nouvelle forme de vie souhaitable. Plus encore dans les années 2000 que dans les décennies précédentes, ce contexte semble inciter à inscrire des aspirations au changement dans les façons de vivre de chacun, « *au quotidien* » (Pruvost 2017), souvent sur le mode de la responsabilité individuelle. Il importera donc de rendre compte des paradoxes de cette politisation des *modes de vie, de soin, d'alimentation, de logement, etc.*, censés être individuellement choisis, mais difficilement modifiables pour des raisons structurelles, et de les analyser pour explorer un angle mort des études sur la politique contestataire (Haenfler, Johnson & Jones 2014).

De même, la façon dont la modestie de l'horizon local de nombreuses initiatives fait l'objet de revalorisation pourra constituer un angle d'étude pour les communications. Ces revalorisations ne participent-elles pas à ce déplacement du théâtre des opérations politiques qui, à la confluence de différentes traditions politiques (libertaires, religieuses, etc.) ne place plus l'appareil d'Etat comme la clé de voûte privilégiée du changement sociopolitique ?

3) Quête individuelle et impératifs de co-construction de la cause

Le fait que la mise en cohérence discursive des formes d'engagement dépende plus fortement d'une activité personnelle ne signifie pas que l'on passerait d'une forme « contrainte » d'engagement à une forme « libre » ou « souple », ni que les logiques structurelles (de type classiste, territoriale ou genrée) s'étioleraient, voire disparaîtraient du tableau. La prise en compte des dynamiques de personnalisation ne conduit pas mécaniquement à l'adoption de la thèse de l'avènement du « *militant distancié* », mû par des valeurs post-matérialistes (Ion 1997, pour une critique : Collovald 2002 et Lefebvre 2012). Il importe d'abord de repérer empiriquement les recompositions des processus d'affiliation sociale (à une classe ou un groupe de référence) qui sont à l'œuvre dans les engagements exemplaires et anticipateurs. Même rendus plus difficilement dicibles

dans les sociétés dont le projet individuel constitue une pierre de touche (Bréviglieri 2008), ils ne disparaissent pas, mais se déplacent.

Si l'exemplarité individuelle de la pratique quotidienne devient un enjeu majeur dans ces mouvements, il importe de se demander à quelle publicité est soumise cette exemplarité. L'activiste exemplaire est-il vraiment contraint par la cause et le collectif auquel il se rattache ? Quelle est la consistance de collectifs dans lesquels l'horizontalité et l'autonomie individuelle sont célébrées ? Comment s'opèrent les dynamiques de constitution du commun dans des dispositifs militants qui paraissent fortement configurés par l'individualisme libéral, apparentés aux dispositifs de « démocratie participative » (Berger 2017 ; Carrel & Talpin 2017) ? Quelle est l'importance de la référence à la conscience individuelle dans la mise en récit de l'engagement ? La recherche de cohérence logique et cognitive (Festinger 1962) entre les différents rôles sociaux joués par les agents est-elle investie par les militants ? Comment et à quelles conditions s'opèrent les arrangements personnels avec les objectifs de la cause ? Comment s'opèrent les négociations avec l'environnement social immédiat des activistes ? Des archipels de réseaux constitués par des formes de vie compatibles (sur le plan alimentaire, moral, etc.) ne tendent-ils pas se constituer de façon indirecte ?

Le travail d'enquête importe pour saisir mieux le caractère probablement beaucoup plus social et plus collectif de ces activismes qui tendent à se donner à voir de façon privilégiée comme des engagements découlant d'une prise de conscience individuelle. Il permet de saisir à comment s'exercent des régularités sociales, des formes d'influence, des dynamiques d'entraînement et de légitimation.

4) Exemplarité et réseaux numériques

Les contributeurs et contributrices pourront s'attacher à décrire la médiation particulière que constitue le réseau Internet, intelligible comme source d'informations, d'exemples mais aussi comme lieu discret de quêtes individuelles de conseils, voire de liens avec d'autres (forums en ligne, blogs, réseaux sociaux...). Cette attention peut également interroger la thèse du passage à une « société de réseaux » (Castells 2007), qui tend faire dépendre prioritairement les transformations de la contestation de la mutation des infrastructures technologiques.

5) Dimensions sociographiques

Les dimensions de générations, de trajectoires et d'âge de la vie offrent un axe d'étude important, afin de mieux circonscrire et contextualiser les transformations décrites. Certains âges de la vie, en particulier l'entrée dans l'âge adulte, prédisposent à la recherche mise en cohérence de l'identité, pour des raisons qui touchent à la fois à la construction psychique (Erikson 1974) et à la « disponibilité biographique » (McAdam & Paulsen 1993). Des travaux ont ainsi montré que l'engagement dans les mouvements à dimension catastrophiste peut se révéler plus difficile à assumer socialement, voire psychologiquement, pour des individus ayant de jeunes enfants à charge (Semal 2012). De même, il importerait d'identifier les groupes sociaux les plus concernés par le développement des logiques d'exemplarité dans l'engagement. Ces processus sont-ils l'expression de transformations qui touchent d'abord et surtout les milieux urbains, fortement dotés en capital culturel ? Renvoient-ils à des stratégies individuelles répondant à l'échec de mobilisations traditionnelles ? Peut-on les caractériser les formes contemporaines d'activisme exemplaire et anticipateur comme relevant d'un « militantisme de classe » ?

6) Idiosyncrasies intellectuelles et recompositions idéologiques

Le slogan « *agir localement pour changer globalement* » est largement ré-utilisé par les mouvements qui tentent d'expérimenter et de faire émerger un « futur alternatif ». Cette dissémination est révélatrice des attitudes anticipatrices que l'on tente d'explorer dans cette journée. On suggère de s'intéresser aux façons dont ces activistes et ces mouvements « bricolent » des cadres et des boussoles d'orientation, en se nourrissant de lectures hétéroclites. Y figurent notamment des auteurs issus de la contre-culture de sensibilité écologiste des années 1970 (J. Ellul, I. Illich, C. Castoriadis, A. Gorz), voire de la mouvance libertaire (M. Bookchin). Ces lectures se mêlent à des références contemporaines (P. Rabhi, R. Hopkins, V. Shiva, S. Latouche...) et à des thèmes (« ancrage », « relocalisation », « autarcie », etc.) qui peuvent être appropriés par des mouvements visant l'émancipation comme par des mouvements réactionnaires (du type « Vérité et réconciliation » ou, dans un autre registre, de l'écologie dite « intégrale » de la revue *Limite* créée dans le sillage de La Manif Pour Tous).

Certains mouvements accordent une importance à des pratiques traditionnellement décrites comme « spirituelles », auxquelles la sociologie de mouvements sociaux doit sans doute apprendre à donner une place véritable. Enfin, les communications pourront aborder l'étude des usages contextuels de ces textes qui, à leur façon, construisent des idéaux d'exemplarité personnelle. Ne peut-on pas aussi envisager les mouvements

comme des cadres facilitant l'adoption de « techniques de soi » qui sont au principe de conduites de subjectivation, visant à la fois la transformation de soi et celle du monde, comme dans certains courants ascétiques ou religieux (Turina 2006, Foucault 2008) ?

Cette journée d'étude entend mener une réflexion collective à partir de la restitution de résultats de recherche d'enquêtes empiriques menées sur des points abordés dans cet appel. Les cas étudiés peuvent porter sur des mouvements ou des activistes ancrés en France, mais aussi ailleurs en Europe. Les propositions doivent proposer un titre et présenter l'objet et la base empirique (enquête, corpus de textes, etc.) de la communication, ainsi que les références bibliographiques des travaux mentionnés.

Toutes les propositions seront examinées avec attention.

Les propositions de communication (environ 8000 caractères) sont à envoyer pour le 7 avril 2018 à l'adresse suivante :

Exemplarite2018@gmail.com

Les auteurs des propositions seront informés du résultat du processus de sélection le 14 avril 2018. L'envoi d'un texte de support de la communication (environ 4 pages diffusées aux participants des Journées) sera attendu pour le 2 juin.

Mots clés : anticipation, exemplarité, cohérence, localisation, individualisation des problèmes publics, militantisme, radicalisation, sobriété, frugalité, dés-institutionnalisation, mouvements sociaux.

Références :

Agamben G., 2013, *De la très haute pauvreté. Règles et forme de vie*, trad., Rivages.

Agrikoliansky E. 2017, "Les 'carrières militantes'", in Fillieule O., Haegel F. & alii, ed., *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po.

Aiken, G., 2012, « Community Transitions to Low Carbon Futures in the Transition Towns Network », *Geography Compass* 6/2, p. 89-99

Alexander S. & Ussher S., 2012, « The Voluntary Simplicity Movement », in *Journal of Consumer Culture*.

Arnsperger C. & Bourg D., 2017, *Ecologie intégrale. Vers une économie permacirculaire*, PUF.

Asara V., Otero I., Demaria F., Corbera V., 2015, "Socially sustainable degrowth as a social-ecological transformation: repoliticizing sustainability", *Sustainability Science*, Volume 10, Issue 3, pp 375-384.

Aykut S., 2015, « Les limites du changement climatique », *Cités*, n°63.

Baschet, J., 2014, "Autonomie, indianité et anticapitalisme : l'expérience zapatiste", *Actuel Marx*, n°56, p. 23-39.

Barbot J. & Dodier N., 2010, « Violence et démocratie au sein d'un collectif de victimes. Les rigueurs de l'entraide », *Genèses*, 81, p. 84-103.

Barthe Y., 2010, « Cause politique et « politiques des causes ». la mobilisation des vétérans des essais nucléaires français », *Politix*, 91, 77-102.

Barthes, R., 2002, *Comment vivre ensemble. Cours et séminaires au Collège de France (1976-1977)*, Seuil.

Bayart J.F., 2004, « Total subjectivation », in Bayart J.F. & Warnier J.P., dir., *Matière à politique*, Karthala, coll. Recherches internationales.

Bayon D., Flipo F., Schneider, 2012, *La décroissance*, La Découverte.

Bennett, W. L. 1998, « The Uncivic Culture: Communication, identity, and the rise of lifestyle politics », *Political Science and Politics*, 31(4): 740-761.

Berger P.L., 1966, « Identity as a problem in the sociology of knowledge », *European Journal of Sociology*, 7, 1.

Berger M., 2012, « La démocratie urbaine au prisme de la communauté, Effervescence, emphase et répétition dans la vie civique à Los Angeles », *Participations*, 49-77.

Boucher J.L., « The logics of frugality: Reproducing tastes of necessity among affluent climate change activists », *Energy Research and Social Science*, 31, p. 223-232.

- Bourdieu P., 1981, "La représentation politique", *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, vol. 36.
- Bourdieu P., 1984, "La délégation et le fétichisme politique", *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, vol. 52.
- Bourg D., 2014, « Droit et défis écologiques du long terme », *Revue juridique de l'Environnement*.
- Bréviglieri M. 2008, « L'individu le proche et l'institution. Travail social et politique de l'autonomie », *Informations sociales*, n°145.
- Bulle S., 2017, "ZAD", in Cornu M., Orsi G., Rochfeld J. (dir.), *Dictionnaire critique des communs*, PUF.
- Carrel M. & Talpin J., 2012, « Cachez ce politique que je ne saurais voir ! Ethnographie des conseils de quartier roubaisiens », *Participations*, 4, p. 179-206.
- Centemeri L., 2011, « Retour à Seveso. La complexité morale et politique du dommage à l'environnement », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 66, p. 213-240.
- Centemeri L., 2018 « Health and the environment in ecological transition. The case of permaculture », in Gaille, M., ed., *Environment, Health and Disease*, Springer.
- Céfaï D., « Comment se mobilise-t-on ? », *Sociologie et société*, Volume 41, Numéro 2, automne, 2009, p. 245-269.
- Chatterton P. et Pichering, « Everyday activism and transition towards post-capitalist worlds, *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 35, 4, p. 475-490.
- Cherry E., 2006, « Veganism as cultural movement », *Social Movement Studies*, 5, 2, p. 155-170.
- Christen G., "L'agriculture « verte » : rupture ou continuité avec le modèle individualiste technicien ?", in Hamman, P., dir., 2017.
- Collectif Mauvaise Troupe, 2014, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune XXIème siècle*, Editions de l'Eclat.
- Colin-Lebedev, A., 2017, "La Protestation Postsoviétique et les Grammaires de L'action Collective. Une Comparaison Entre la Russie et L'Ukraine", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 48, 95-124.
- Colliot-Thélène C., 1995, « Rationalisation et désenchantement du monde », *Archives des sciences sociales des religion*, 89, p. 61-81.
- Collovald A. 2001, « De la défense des « pauvres nécessiteux » à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, 56.
- Collovald, A., 2002, "Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants", in Collovald & alii, *L'humanitaire ou le management des dévouements*, PUR.
- Collins P., 2013, « Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci. L'écologisme quaker », *Terrain*, n° 60, pp. 74-91.
- Combes H., Hmed C., Mathieu L., Siméant J. & Sommier I., « Observer les mobilisations », *Politix*, n°93.
- Comby J.-B. & Grossetete M., 2013, « La morale des uns ne peut pas faire le bonheur de tous. Individualisation des problèmes publics, prescriptions normatives et distinction sociale », in Coulangeon P. & Duval J. dir., *Trente ans après La distinction*, La Découverte.
- Comby J.-B., 2014, « L'individualisation des problèmes publics. Une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, n°28.
- Comby J.B., 2015, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Editions Raisons d'Agir.
- Crettiez X., 2016, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue Française de Science Politique*, n°66, p. 709-727.
- De Blic D. & Lafaye C., 2013, « Le travail politique du Réseau RESF », in Frère B. et Jacquemain M., dir., *Résister au quotidien*, Presses de Sciences Po.
- Dechezelles S., 2017, « Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel », *Politix*, n°117.
- Deléage, E. & Sabin, G., 2012, « Modernité en friche. Cohabitation de pratiques agricoles », *Ethnologie Française*, vol. 42.
- Demaria F., Schneider F., Sekulova F. & Martinez Alier J., 2013, « From a slogan activist to a social movement », *Environmental Values*, 22, p. 191-215.
- Demeulenaere E., 2013, « Les semences entre critique et expérience : les ressorts pratiques d'une contestation paysanne », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 94(4) : 421-441.
- Demeulenaere E., 2014, « A Political Ontology of Seeds: The transformative Frictions of a farmers' movement in Europe, *Focaal - Journal of Global and Historical Anthropology*, 2069, pp.45- 61.
- Dietz M. & Garrelts H., 2014, *Routledge Hanbook of Climate Change Movement*, Routledge.

- Dubuisson-Quellier S., 2012, « Le consommateur responsable. La construction des capacités d'action des consommateurs par les mouvements militants », *Sciences de la Société*, n° 82, pp. 105-125.
- Dubuisson-Quellier M. & Plessz M., 2013, « La théorie des pratiques, Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ? », *Sociologie*.
- Ethuin N., 2004, « De l'idéologisation de l'engagement communiste », *Politix*, n°63, p. 145-168.
- Felli, R., « La durabilité ou l'escamotage du développement durable », *Raisons politiques*, 60, p. 149-160.
- Festinger L., 1962, « Theory of Cognitive Dissonance », *Scientific American*, Vol. 207, No. 4, pp. 93-106
- Fillieule, O. 2009, « Carrière militante », in Fillieule O. & alii, dir, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po.
- Fillieule O. & Pudal B., 2010, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête, in Fillieule, Agrikoliansky & Sommier, dir., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte.
- Flipo F., 2014, *Nature et politique*, Editions Amsterdam.
- Flipo F., 2017, *La Décroissance*, Le Passager clandestin.
- Frère B., Jacquemain M., dir., 2013, *Résister au quotidien*, Presses de Sciences Po.
- Foucault M., 2008, *Le Gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France 1982-1983*, Paris, Seuil-Gallimard, 2008.
- Foyer J., à paraître 2018, « Syncrétisme des savoirs dans la viticulture biodynamique », *Revue d'Anthropologie des connaissances*.
- Georgi F., dir., 2003, *Autogestion. La dernière utopie ?*, Publications de la Sorbonne, Paris
- Gobille B., 2017, « Circulations révolutionnaires. Une histoire connectée et « à parts égales » des « années 1968 », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, n°11, p. 13-36.
- Goodall C., 2007, *How to live a low-carbon Life. The Individual's Guide to stopping Climate Change*, Earthscan.
- Gutwirth S. & Stengers I., « Le droit à l'épreuve de la résurgence des *commons* », *Revue Juridique de l'Environnement*, 2, p. 306 - 343
- Haenfler R., Johnson & Jones, 2012, « Lifestyle Movements: Exploring the Intersection of Lifestyle and Social Movements », *Social Movement Studies*, 11, 1-20.
- Hajek, I., 2009, « Déchets et mobilisation collective : construire un autre rapport à la nature ? », *Ecologie et politique*, 38.
- Hamman, P., dir., 2017, *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires*, Erès.
- Hayes, G., 2007, « Collective Action and Civil Disobedience: The Anti-GMO Campaign of the Faucheurs Volontaires », *French Politics*.
- Hein, F., 2012, *Do it yourself! Autodétermination et culture punk*, Ed. Le Passager Clandestin.
- Hervieu B., Hervieu-Léger D., 1979, *Le retour à la nature : au fond de la forêt, l'État*, Paris, Éditions du Seuil.
- Hervieu B., Hervieu-Léger D., 1983, *Des communautés pour les temps difficiles : néo-ruraux ou nouveaux moines*, Le Centurion.
- Heurtin J-P, 2014, « L'autorité du présent. Essai de reconstruction du concept de charisme de fonction », *L'Année Sociologique*, vol. 64, p. 123 - 169
- Hopkins, R., 2010, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Ecosociété.
- Houseman M., 2016, « Comment comprendre l'esthétique affectée des cérémonies New Age et néopaiennes ? », *Archives des Sciences Sociales des Religions*.
- Ion J., 1997, *La fin des militants ?*, Editions de l'Atelier.
- Jasper J., 2007, « Cultural Approaches in the Sociology of Social Movements », in Klandermans B. & Roggeband, C. ed., *Handbook of Social Movements accross Disciplines*, Springer.
- Jasper J., 2014, *Protest. A Cultural Introduction to Social Movements*, Polity Press.
- Juris, J.S., 2012, « Reflections on #Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation », *American Ethnologist*, Volume 39, Issue 2 (May), 259-279
- Krieg-Planq, A., 2010, « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et Société*, n°134, p. 5-29.
- Lacroix B., 1981, *L'utopie communautaire*, PUF.

- Lagroye J. et Siméant J., 2004, "Gouvernement des humains et légitimation des institutions", in *Etre gouverné*, Presses de Sciences Po.
- Lagroye J., 1997, « On ne subit pas son rôle », *Politix*, n°38, p. 7-17.
- Lagroye J., 2006, *La Vérité dans l'Eglise catholique. Contestations et restaurations d'un régime d'autorité*, Belin.
- Lamine C. et Chiffolleau, Y., 2012, « Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires », *Pour*, n°215-216.
- Laugier S. & Ogien A., *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, La Découverte.
- Laugier S. et Ogien A., 2014, *Le principe démocratie*, La Découverte.
- Le Roy, A., 2013, « Gouverner les biens communs pour sortir de la démesure », in Sinaï., A., dir., *Penser la décroissance*, Presses de Science-po.
- Lofland J. & Stark R., 1965, « Becoming a World Saver », *American Sociological Review*, 30, 6.
- Maniates, M. F. 2001, « Individualization: Plant a tree, buy a bike, save the world? », *Global Environmental Politics*, 1(3): 31-52.
- Manier, 2012, *Un million de révolutions tranquilles. Travail, environnement, santé, argent, habitat... : comment les citoyens transforment le monde*, Les Liens qui Libèrent, Paris, 2012.
- Martinez-Alier, J., & alii, 2014, "Between activism and science: grassroots concepts for sustainability coined by Environmental Justice Organizations", *Journal of Political Ecology*, 21: 19-6
- Mathieu L., 2007, "L'espace des mouvements sociaux", *Politix*, n°77.
- Mathieu, L., 2013, "Un militantisme qui n'a de nouveau que le nom", in Frère et Jacquemain, dir., *op. cit.*
- Mercklé, P., 2006, "La science sociale de Charles Fourier", *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 15, p. 69-89.
- Neveu E., 2015, *Sociologie des problèmes publics*, Armand Colin.
- Nez, H., « La politisation par l'occupation. Pratiques quotidiennes et stratégies d'empowerment dans un squat madrilène », *Politix*, n°117, p. 63-89.
- North P. & Longhurst, « Grassroots Localisation? The Scalar Potential of and Limits of the 'Transition' Approach to Climate Change and Resource Constraint », *Urban Studies*, 50, 7.
- Ollitrault S., 2008, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, PUR.
- Ollitrault S., 2010, « Militer pour soi : les techniques de fidélisation au sein de Greenpeace », in Corcuff P., Le Bart C. & de Singly F., dir., *L'individu aujourd'hui*, PUR.
- Ollitrault S. et Villalba B., 2014, « Sous les pavés, la terre. Mobilisations environnementales en France (1960-2011) », in Pigenet & Tartakowsky, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte.
- Pagis J. & Siméant J., dir., 2017, « Années 1960-1970, les temps des possibles », *Genèses*, n°107.
- Pestre, D., 2011, "Développement durable : anatomie d'une notion", *Nature, Sciences, Sociétés*, 19, p. 31-39
- Pizzorno A., 1990, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », trad., *Politix*, 9, pp. 74-80.
- Pleyers G., 2014, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, Indignés et transition écologique », in Becquet V. dir., 2014, *Formes contemporaines de l'engagement des jeunes*, Syllepse.
- Pudal, B., 1989, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP.
- Pudal B. & Pannetier C., 2000, « Le militant ouvrier, paradigme du militant », in Gotovitch J., dir., *Militantisme et militants*, EVO, pp.13-26.
- Pruvost G., 2017, "Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014)", *Politix*, n°117.
- Rambaud E., « La « petite » critique, la « grande » et « la » révolution. Pour une acception non normative de la critique », *Revue Française de Science Politique*, vol. 67.
- Renou G., 2010, « La découverte ou l'ignorance. Les opérateurs de conversion militante », in Surdez M., Voutat B. & Voegtli M. dir., *Identifier, s'identifier*, Antipodes / Lausanne.
- Ripoll F., 2014, « Forces et faiblesses des Amap et dispositifs apparentés », in Frère B. et Jacquemain, dir., *op. cit.*
- Riot-Sarcey, 1998, *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel.
- Samak, M., 2016, « La politisation variable des alternatives agricoles », *Savoir/Agir*, n°38, p. 29-35.
- Sawicki F. & Siméant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », *Sociologie du Travail*, Volume 51, Issue 1, Pages 97-125.
- Séguy, J., 1971, "Les sociétés imaginées : monachisme et utopie", *Annales. ESC*, 26, 2, 326-354.
- Servigne P. & Stevens R., 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie...*, Seuil (coll. Anthropocène).

- Semal, L., 2012, *Militer à l'ombre des catastrophes. Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, Thèse de science politique, IEP de Lille.
- Semal L. & Szuba, 2010, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*.
- Semal L., 2015, « Sobriété », in Bourg & Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, PUF.
- Servigne P. & Stevens R., 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie*, Seuil (coll. Anthropocène).
- Shuhovski M., 2017, *Becoming a New Self: Practices of Belief in Early Modern Catholicism*, University of Chicago Press.
- Siméant J. 1999, *La cause des sans-papiers*, Presses de Sciences Po.
- Siméant J., 2009, « Socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises », *Le Mouvement Social*, n°227, p. 101-122.
- Sinischalci V., 2013, « Environment, regulation and the moral economy of food in the Slow Food movement », *Journal of Political Ecology*, 20, pp. 295-305.
- Scott, J.; 2009, *La Domination et les arts de la résistance : Fragments du discours subalterne*, Editions Amsterdam.
- Snow D., 2012, « Une ethnographie du recrutement et de la conversion formelle au Nichiren Shoshu dans les années 1970 », *Genèses*.
- Staggenborg, S., 1991, *The Pro-Choice Movement. Organization and Activism in the Abortion Conflict*, Oxford, Oxford University Press.
- Steffen W., Crutzen P., McNeill J., 2007, « The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature ? », *Ambio. Royal Swedish Academy of Sciences*, Vol. 36, No. 8.
- Stengers, I., 2009, *Le temps des catastrophes*, La Découverte.
- Szuba M. & Semal L., 2010, « Rationnement volontaire contre « abondance dévastatrice » : l'exemple des crags », *Sociologie pratiques*, n°20.
- Szuba M., 2017, « Le rationnement, outil convivial », in Sinaï A. & Szuba M., dir., *Gouverner la décroissance. Politiques de l'Anthropocène III*, Presses de Sciences Po.
- Thébaud F. 2014, « Le privé est politique. Féminisme des années 1970 », in Pigenet M. & Tartakowky D., dir., *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte.
- Thévenot L., 2014, « Voicing concern and difference: from public spaces to common-places », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, vol. 1, n° 1, p. 7-34
- Traïni C., 2012, « Entre dégoût et indignation morale. Sociogenèse d'une pratique militante », *Revue Française de Science politique*, vol. 62.
- Turina I., 2006, « Vers un catholicisme exemplaire ? », *Archives de Sciences sociales des religions*, 133, p. 115-133.
- Turina I., 2010, « Éthique et engagement dans un groupe antisépéciste », *L'Année sociologique*, 60, p. 161-187.
- Vivien F.D., 2007, *Le développement durable*, la Découverte.
- Weber M., 1996, *Sociologie des religions*, traduction et édition par J.-P. Grossein, Gallimard.